



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mis en ligne le 09/06/2023 à 15h38

REÇU EN PREFECTURE

le 09/06/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-2114 04884-2023 06 08-ARR2023_356

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **RESTAURANT BAR « NORMANS » (EX LA FREGATE, EX LE MIRAMAR)**
ERP N° E 488 00050 000

OBJET : **AMENAGEMENT D'UN RESTAURANT BAR BRASSERIE AVEC TERRASSE CLOSE**
AT N° 014 488 23 A 0002

EXPLOITANT : **SARL SWORD (M. William CORBIN)**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **76 BOULEVARD CHARLES POUILLAIN**

ACTIVITE(S) : **RESTAURATION ASSISE ET BAR**

TYPE(S) : **N** CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 07 juin 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné.

En conclusion,



La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

à l'autorisation de travaux
AT N° 014 488 23 A 0002

AVIS FAVORABLE



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président,

Pierre CAVARO

Document annexe comportant... 6... feuillets
et extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mis en ligne le 09/06/2023 à 15h38

REÇU EN PREFECTURE

le 09/06/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2023 06 08-ARR2023_356

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **RESTAURANT BAR « NORMANS » (EX LA FREGATE, EX LE MIRAMAR)
ERP N° E 488 00050 000**

OBJET : **AMENAGEMENT D'UN RESTAURANT BAR BRASSERIE AVEC TERRASSE CLOSE
AT N° 014 488 23 A 0002**

EXPLOITANT : **SARL SWORD (M. William CORBIN)**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **76 BOULEVARD CHARLES POUILLAIN**

ACTIVITE(S) : **RESTAURATION ASSISE ET BAR**

TYPE(S) : **N**

CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 07 juin 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné.

RESUME DE LA REUNION :



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mis en ligne le 09/06/2023 à 15h38

REÇU EN PREFECTURE

le 09/06/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-2114 04884-2023 06 08-ARR2023_356

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

N/Réf. : FV/PB/2023-1249 – Le Normans - OUISTREHAM
Affaire suivie par Lcl F. VUILLEMIN
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Aménagement du restaurant bar brasserie «Le Normans» - 76 boulevard Charles Poullain à OUISTREHAM - ERP N° E 488 00050 000

Réf. : AT N° 014 488 23 A 0002 (dépôt mairie le 14/04/2023).
Avis sollicité par Sarl SWORD (M. William CORBIN).
Transmission de la Mairie en date du 18/04/2023, reçue dans nos services le 19/04/2023 et enregistrée sous le n° 2023-1249, complétée par celle du 26/05/2023, reçue le jour même, sous n°2023-1635 et le dépôt du 01/06/2023 (suite accord mairie), enregistré sous n° 1647.

Par transmission visée en référence, l'avis de la commission de sécurité de l'arrondissement a été sollicité pour le dossier cité en objet.

DESCRIPTION

Bâtiment en L et R+1 partiel (bâti nord/sud) avec terrasse close remplissant l'angle intérieur sud-est du L, extension en véranda sur l'extérieur nord, constituant un ensemble d'environ 320 m² (18,8 x 17 m et appentis sud-ouest de 16 m²), comportant :

Bâti nord/sud

Rdc : cuisine, sas, plonge (appentis), salle de restaurant (65 m² accessibles) avec bar (6 ml), reliée à la terrasse close par une issue annoncée de 3 up (*mais représentée de 1,2 m maximum*), sanitaires ;

Etage : desservi par escalier extérieur nord-est - *combles d'usage indéterminé, plan non fournis*.

Bâti est/ouest

Enfilade de pièces de 32 m² (*dont une dénommée entrée disposant d'une fenêtre sur rue des Dunes*) à usage de salle de restauration et 1 local indéterminé (1,8 m²).

Vérandas nord

Salle Véranda 1 (29 m²), desservie sur salle bâti nord/sud par 1 issue de 1 up et salle Véranda 2 (48 m²) desservie par 1 issue de 1 up sur salle bâti nord/sud et 1 issue de 1 up avec porte d'un battant de 1,2 m ouvrant sur l'extérieur (angle des rues, avec 3 à 4 marches).

Terrasse sud-est

Terrasse close de 74 m², disposant d'une issue sur rue des Dunes, annoncée de 1,6 m de large, avec 2 battants s'ouvrant vers l'extérieur sur le domaine public.

Etablissement accessible sur plusieurs façades par le boulevard Charles Poullain et la rue des Dunes, dont la défense extérieure contre l'incendie (DECI), non évoquée par le dossier, repose sur le réseau AEP, notamment sur les Poteaux Incendie suivants :

- PI (n° 0108), rue des Dunes, au droit du gymnase, à environ 180 m (en sens interdit) ;
- PI (n° 0111), bd Boivin Champeaux, au droit de l'entrée de l'EHPAD, à plus de 220 m.

PC

Se reporter à la notice de sécurité et aux plans joints au dossier et enregistrés par nos services sous le n° 2023-1249, complétés par le RVRAT enregistré sous le n° 2023-1635 et le dépôt du 01/06/2023 (avec accord téléphonique de la mairie) enregistré sous le n° 2023-1647, comportant en particulier :

- ✓ Cerfa n°13824*04, daté du 14/04/2023, signé, indiquant un effectif maximal du public de 197 personnes et du personnel de 6 (total de 203 personnes).
- ✓ Engagement du maître d'ouvrage au respect des règles de construction, du 13/04/2023, signé.
- ✓ Notice de sécurité, datée du 14/04/2023, signée, indiquant notamment :
 - Projet venant « en modificatif de l'autorisation AT N° 014 488 22 0015, ayant obtenu un avis favorable de la commission de sécurité en date du 29 novembre 2022 », avec des modifications portant exclusivement sur :
 - Remplacement d'une cuisine isolée par une cuisine ouverte sur la salle ;
 - Création d'une réserve en sous-sol.
 - Organisme de contrôle : Socotec ;
 - Déclaration d'effectif public maximum de 197 personnes (p4) :
 - salle bar 42 personnes (salon 7, salle 18, zone bar 17) ;
 - salle cathédrale 36 personnes ;
 - véranda 1 16 personnes ;
 - véranda 2 34 personnes ;
 - niveau -1 12 personnes ;
 soit 140 publics hors terrasse (dont 12 en sous-sol) et 57 en terrasse.
 - Isolement des tiers non modifié, avec distance supérieure à 5 m (p 5 et 6) ;
 - Stabilité au feu : existant non modifié à l'exception d'une poutre en cuisine (p 6) ;
 - Distribution annoncée en cloisonnement traditionnel, avec un niveau sous-sol utilisé en réserve et d'un logement de fonction ;
 - 1 dégagement pour le personnel (arrière) et 2 dégagements pour le public : 2 up rue des Dunes (entrée principal en terrasse ouverte dès accueil de public) et 1 up boulevard Charles Poullain ;
 - Réserve constituée au sous-sol : cloisonnement CF 1 h, plancher haut non modifié CF 1 h et porte CF ½ h munie d'un ferme-porte ;
 - Gaines éventuelles traversant les parois ou planchers, établies pour restituer le degré de résistance réglementaire ;
 - Aménagements intérieurs : sols M4, parois M1, plafonds M1, mobilier d'accueil (bar) M3 ;
 - Chauffage par PAC (à terme) et VMC dans chaque salle de restauration avec conduits M0 ; en l'attente, utilisations ponctuelles de 3 radiateurs électriques portatifs de 2,5 kW ;
 - Grande cuisine (P > 20 kW) ouverte (écran SF ¼ h en M0 de 50 cm en sous face du plancher haut CF 1 h, extraction air vicié, buées et graisses, mécanique, en M0, et ventilateur 400°C - ½ h en toiture, alimenté par câbles CR1), avec piano gaz de ville et coupures énergétiques (extérieures et cuisines) ;
 - Structure SF 1 h au sein de la cuisine, complété par peinture intumescente d'une poutre métallique de la cuisine, participant à la solidité ;
 - Installations électriques conservées, hors installation d'éclairage créée ; elles seront conformes à la norme NF C 15-100 et contrôlées par Socotec ;
 - Eclairage de sécurité de balisage par BAES ;
 - Alarme type 4 et téléphone urbain, extincteurs, plans (fixe) et consignes ;
 - Formation des personnels reconduite annuellement par tacite reconduction.

REÇU EN PREFECTURE

- ✓ Rapport de vérifications réglementaires des travaux (RVRAT) établi par Bureau Véritas (RVRAT n°0, affaire 0796777-00386/4-26/05/2023) des travaux de mise en sécurité (document 2023-1635) signalant l'absence de mise en sécurité des travaux de mise en sécurité de la cuisine ouverte, classant l'établissement en ERP de type M, et signalant l'absence d'observation vis-à-vis des dispositions réglementaires. Ce rapport, annonce l'absence d'exigence sur la "stabilité au feu vis à vis du 1^{er} étage occupé par le logement de l'exploitant", la conformité de l'isolement vis-à-vis des tiers et de l'isolement de la grande cuisine ouverte.
- ✓ Justificatifs variés de réalisation (documents déposés 2023-11647) :
- Devis signé de formation des personnels à la manipulation des extincteurs par FPI ;
 - Dossier photographique présentant : arrêt d'urgence électrique, électrovanne gaz et arrêt d'urgence gaz, tableau électrique du désenfumage, isolement de l'escalier au sous-sol, écrans de cantonnement de la Grande Cuisine... ;

EFFECTIF

Conformément aux dispositions de l'article N 2, l'effectif maximal du public admis est déterminé :

- en restauration assise, sur déclaration contrôlée du maître d'ouvrage ou du chef d'établissement (dans la limite d'1 pers/2 m² et, à défaut, à raison d'1 pers/m²) ;
- en restauration debout, à raison de 2 pers/m², soit 12 personnes au bar ;

D'où un **effectif total de maximum 197 personnes, sur déclaration, au titre du public** (128 personnes au rez-de-chaussée hors terrasse, 12 personnes au sous-sol et 57 personnes en terrasse).

Auquel s'ajoute l'effectif du personnel déclaré, soit 6 personnels.

CLASSEMENT

L'établissement, du 2^{ème} groupe est à classer en 5^{ème} catégorie, avec activités de type N.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- 2°) Code du Travail (CDT) ;
- 3°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 4°) Arrêtés 21 juin 1982 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type N ;
- 5°) Arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP pour les établissements relevant de la 5^{ème} catégorie ;
- 6°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 7°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 8°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Respecter toutes les mesures de prévention et de protection contre les risques d'incendie et de panique prévues au dossier en tenant compte des prescriptions édictées ci-après.

- 1°) **Assurer l'isolement par rapport aux tiers** par mur et plancher CF 1 h, au moins et couverture au moins PF ½ h sur 2 m à partir de la façade du tiers si celle-ci domine la couverture de l'établissement, y compris vis-à-vis de la parcelle 254 au sud-ouest de l'établissement. (art. PE 6).
→ validé par le RVRAT établi par Bureau Véritas le 26/05/2023.
- 2°) **Limiter strictement et efficacement l'effectif total admis dans la salle Véranda 1 à maximum 19 personnes**, en permanence, et afficher cette limitation de façon claire et non équivoque (art. PE 11 § 3 a).
- 3°) **Limiter strictement et efficacement l'effectif total admis à celui déclaré**, et afficher cette limitation de façon claire et non équivoque (art. PE 3 § 1 et N 2 § a).
- 4°) Les portes d'issues doivent, même verrouillée, pouvoir s'ouvrir de l'intérieur, dans le sens de l'évacuation, par la manœuvre aisée d'un seul dispositif simple par vantail (art. PE 11 § 2 et R4227-6 du CDT), tout en respectant :
 - Les règles d'urbanisme en vigueur vis-à-vis de l'empiètement sur le domaine public ;
 - Les règles de l'art, concernant la longueur des paliers entre les portes donnant sur un escalier et la première marche.
- 5°) **Assurer l'isolement** de tout local à risques, par parois et plancher hauts au moins CF 1 h (EI ou REI 60) avec bloc porte CF ½ h muni de ferme-porte (EI 30 c) (art. PE 6, PE 9 et PE 16) ;
→ travaux figurant au dossier photographique du dépôt du 01/06/2023.
- 6°) Réaliser les installations des appareils de cuisson destinés à la restauration conformément aux dispositions des articles PE 15 et PE 16, notamment :
 - les appareils de cuisson et de remise en température doivent bénéficier du marquage CE délivré dans les conditions des directives européennes et disposer d'une stabilité suffisante pour s'opposer à un déplacement ou un renversement, ou être fixés aux éléments stables du bâtiment.
 - le système d'extraction de l'air vicié, des buées et des graisses doit permettre l'amenée d'air et l'évacuation de l'air vicié, des buées et des graisses ; ses dispositifs de captation, construits en matériaux M0 ou A2-s1,d0, doivent comporter des éléments permettant de retenir les graisses, pouvant être facilement nettoyés et remplacés ; ses conduits doivent être construits en matériaux non poreux, M0 ou A2-s1,d0, Stable au Feu ¼ h (ou E15), installés en gaine rétablissant le degré coupe-feu des parois traversées.
 - la grande cuisine, ouverte sur des locaux accessibles au public, doit en être séparée par un écran vertical fixe, stable au feu ¼ heure ou DH 30 et en matériau classé en catégorie M1 (ou A2-s1, d1). Cet écran, jointif avec la sous face de la toiture ou du plancher haut, doit être d'une hauteur minimale de 0,50 m sous le plafond fini de la cuisine et le dispositif d'extraction de l'air vicié doit être mécanique, avec ventilateur pouvant fonctionner pendant ½ h avec des gaz à 400°C, conduits M0 (ou A2-s1, d0) et canalisations électriques d'alimentation ne pouvant être affectées par un sinistre situé en cuisine.
 → validé par le RVRAT établi par Bureau Véritas le 26/05/2023.
- 7°) Réaliser les installations électriques des locaux à risques et grande cuisine dans les conditions requises par la norme NF C 15-100 pour les locaux présentant des risques d'incendie (condition d'influence externe BE2) (art. PE 24 § 3).
→ validé par le RVRAT établi par Bureau Véritas le 26/05/2023.
- 8°) Respecter les qualités de réaction au feu prévues pour les matériaux d'aménagement et de décorations (art. PE 13). En particulier les revêtements en partie haute doivent être au moins classés M1 et tout siège rembourré doit pouvoir justifier d'une conformité aux dispositions de l'instruction technique relative au comportement au feu des sièges rembourrés.

9°) Faire régulièrement réaliser, par techniciens agréés, l'entretien et la maintenance régulière des installations et équipements techniques de l'établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, ventilation, etc.), l'air vicié, moyens de secours...), faire annoter les résultats sur le registre de sécurité, y annexer les comptes-rendus et assurer le suivi des installations et des actions correctives sur le même registre (art. R.143-03 et 44 du CCH).

10°) Le plan schématique d'intervention, sous forme de pancarte inaltérable, prévu pour faciliter l'intervention des secours, doit simplement être apposé et non fixé, de façon à pouvoir être aisément récupéré lors d'un sinistre (art. PE 27 § 6)

11°) Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (art. R.143-34 du CCH).

Avis du rédacteur

Au vu du dossier le rédacteur propose d'émettre un **avis favorable à la réalisation** de cette autorisation de travaux **et au déclassement** de cet établissement en 5^{ème} catégorie.

En outre, considérant la limitation des sièges pour respecter la déclaration d'effectif, la mise en sécurité de la grande cuisine ouverte, attestée par rapport d'un organisme agréé, la réalisation d'un isolement du sous-sol et les dispositions de l'article R.143-14 du code de la construction et de l'habitation, le déclassement de l'établissement ne nécessite vraisemblablement pas de visite préalable et peut être considéré comme immédiat.

II) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (**60 m³/h** pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles déclinées en fonction de l'accessibilité des risques à défendre et validés par le SDIS 14. Le justificatif correspondant doit être annexé au Registre de Sécurité.

III) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/06/2023

- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des coupures précitées : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Lors de visite par la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie et les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH – articles GN 12, PE 4 et PE 13 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 (du Code de la Construction et de l'Habitation). Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

En application des articles R.122-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent dossier devra être transmis pour avis à la sous-commission accessibilité,

Secrétariat de la sous-commission accessibilité
D.D.T.M du Calvados
10 Boulevard du Général Vanier - 14 035 Caen Cedex
